

## Ecole: nouvelles interrogations autour d'une rentrée sur la base du volontariat

Paris, 23 avr. 2020 (AFP) -

En annonçant que le retour à l'école se ferait sur la base du volontariat, Emmanuel Macron "brouille les messages", dénoncent les syndicats enseignants, qui attendent surtout des garanties sanitaires en vue d'une reprise à partir du 11 mai.

La rentrée scolaire sera "progressive, concertée avec les élus locaux et adaptée aux réalités locales", a déclaré l'Élysée jeudi à l'issue d'une réunion du chef de l'État avec des élus.

Priorité sera sans doute donnée aux "plus jeunes, ceux qui ne sont pas autonomes", ainsi qu'aux enfants "les plus en difficulté", mais quoi qu'il en soit sur la base du volontariat des parents, "sans obligation de retour à l'école", a précisé l'Élysée.

Mardi, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer avait déjà esquissé les pistes d'un retour à l'école étalé sur trois semaines par niveau de classe, avec des groupes de 15 élèves maximum.

Il avait précisé que si une famille ne voulait pas envoyer son enfant à l'école, ce serait possible mais avec l'obligation de suivre l'enseignement à distance.

"Le ministre avait parlé du volontariat mais ce n'était pas son message principal, contrairement à ce qui ressort aujourd'hui", réagit Sophie Vénéritay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. "Les scénarios d'une reprise étaient déjà assez flous, cela n'arrange rien".

"On est face à une communication brouillonne, qui induit beaucoup de tensions", grince aussi Stéphane Crochet, du syndicat SE-Unsa.

L'Élysée, Matignon et la rue de Grenelle ont évoqué des scénarios plus ou moins précis, chaque nouvelle annonce apportant son lot de questionnements.

"Les enseignants devront-ils faire classe la journée pour les élèves présents et travailler encore le soir pour ceux qui restent chez eux ? Ce serait impossible", prévient M. Crochet.

- "Morceaux d'un puzzle"-

"Le volontariat concernera-t-il aussi les élèves du secondaire ? Si c'est le cas, ça va être totalement ingérable, vu les effectifs élevés de la plupart des établissements", met en garde de son côté Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement.

Surpris par cette annonce, il s'interroge sur "le message qu'on envoie dans un système où la scolarité est obligatoire".

Côté parents d'élèves, c'est plutôt le soulagement: "c'est bien normal que la décision finale d'envoyer ou non leur enfant à l'école leur revienne", estime Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, première fédération de parents. Mais attention à ne pas faire "un chantage au portefeuille" de ceux qui décident de garder leurs enfants. Il faudra que les aides financières suivent, prévient-il.

Et comment être certain que les élèves les plus éloignés de l'école - ceux pour qui la décision a justement été prise de rouvrir les établissements scolaires, selon l'Élysée - y retournent bien ?

"Ca ouvre plus de questions que de réponses", estime, perplexe, Agnès Le Brun, porte-parole en charge des questions d'éducation à l'Association des maires de France.

"Lorsque M. Macron évoque les +plus jeunes+, de quels enfants parle-t-on ? Cela mérite d'être éclairci", ajoute-t-elle. Mardi, Jean-Michel Blanquer a suggéré que reprennent en premier les élèves des grandes sections de maternelle, de CP et de CM2. "Pour les petites et moyennes section de maternelle, l'objectif est que toutes les classes soient rentrées en juin", a-t-il dit.

"Il faut arrêter ce jeu d'annonces, qui sont comme les morceaux d'un puzzle", tacle Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire. Pour elle, "c'est tout sauf sérieux et cela génère de l'angoisse, de l'inquiétude".

Elle attend à la place la présentation d'un "projet abouti". Car "nous n'avons toujours pas de protocole sanitaire,



PAYS :France  
SURFACE :93 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 23 avril 2020 - Edition Fil Gen

---

d'informations sur la nécessité de faire des tests ou d'équiper les écoles en masques", rappelle-t-elle.  
"Il faut que le cadre sanitaire soit posé", réclame aussi Stéphane Crochet.  
ito/blb/dlm

Afp le 23 avr. 20 à 18 07.